Critique Sociale

numéro 43 – janvier/février 2019

Poursuivons la lutte pour l'auto-émancipation !

Il y a un siècle, le 15 janvier 1919, Rosa Luxemburg était assassinée par des contre-révolutionnaires à Berlin. Si elle est toujours pour nous une référence essentielle, elle ne représente pas une pensée figée, mais une cohérence et des repères à poursuivre. Elle nous montre avant tout une méthode et des principes politiques fondamentaux : l'internationalisme, la démocratie ouvrière, l'indépendance de classe, l'auto-organisation des luttes.



Manifestation à Madrid : « Personne n'est illégal ! Ni guerres, ni frontières ! »

C'est le but qu'elle défendait, c'est-à-dire l'objectif d'une société libérée de l'exploitation et de l'aliénation, qui constitue notre boussole politique. C'est la perspective d'un monde sans capitalisme, sans travail salarié, sans frontières, qui nous guide dans nos actions. Nous pensons que c'est de cette façon que l'on peut poursuivre, ici et maintenant, la lutte de Rosa Luxemburg pour l'auto-émancipation mondiale des exploités.

Nous avons conscience d'être à contre-courant complet dans le monde du Brexit, de Trump, de Poutine, de Salvini en Italie, de Bolsonaro au Brésil, etc. Les tendances au repli ont le vent en poupe ; les contre-vérités sont ouvertement utilisées comme bases politiques par des chefs d'État.
Il n'y a pour autant pas de raison de désespérer : des luttes sociales continuent à se mener partout dans le monde, contre ces gouvernants, contre l'oppression capitaliste, contre le sexisme, contre le racisme. Par exemple, ces dernières semaines la politique antisociale et nationaliste de Orban est vivement combattue dans la rue en Hongrie.

En France, l'actualité sociale de ces dernières semaines a été monopolisée par le mouvement dit des « gilets jaunes ». S'il a démarré comme un mouvement d'automobilistes, il s'est ensuite développé avec des éléments de révolte légitime contre un macronisme qui ne dissimule pas sa haine de classe, en particulier avec le renforcement des inégalités (notamment par la baisse des aides au logement pour les classes populaires, pendant qu'un cadeau de plusieurs milliards d'euros par an était fait à la classe capitaliste avec la suppression de l'ISF). Une répression policière massive a été mise en place, avec des centaines d'arrestations « préventives ».
Mais une grande partie de ce mouvement s'est malheureusement enfermée dans des impasses, des thématiques complotistes. Le discours « anti-taxes » qui était porté passait trop souvent à côté des questions essentielles : qui paie les taxes ? Et à quoi sert l'argent ainsi récolté ? Ce n'est ni l'existence de taxes en soi, ni leur nombre qui pose problème : c'est l'injustice fiscale, c'est le fait que les plus privilégiés, les capitalistes, voient leurs fortunes grandir pendant que les classes populaires vivent trop souvent la précarité et les fins de mois difficiles.

Dans l'ensemble, ce mouvement a surtout été très varié, ainsi d'un rond-point à l'autre on pouvait entendre des points de vue opposés, et voir des formes d'organisation différentes. Au fond, de ce mouvement multiforme, il semble que beaucoup n'aient retenu que certains aspects et se soient ainsi fait « leur » mouvement des gilets jaunes, lui attribuant une cohérence qui n'était pas là.
Etre révolutionnaire, selon nous, c'est notamment ne jamais abdiquer son esprit critique. Il faut donc souligner que – même s'ils ne sont pas forcément représentatifs – toutes les figures qui ont émergé jusqu'ici de ce mouvement sont des complotistes, des réactionnaires. Certes, on peut toujours dire que ce sont ceux qui ont voulu se mettre en avant, donc les moins intéressants, mais ce n'est pas anodin. Il est trop tôt pour savoir quelle sera la postérité de ce mouvement, mais on peut – parmi d'autres possibilités – craindre un renforcement des courants droitiers et confusionnistes.
Or, pour changer radicalement la société, il faut la voir et l'affronter telle qu'elle est, et non au travers des déformations – voire des hallucinations – de diverses théories du complot. Ces dérives, qui n'ont néanmoins pas représenté l'ensemble du mouvement, mais qui ont été trop souvent présentes, trop souvent tolérées et banalisées, s'inscrivent justement dans le contexte mondial dont nous parlions de repli chauvin et de complotisme institutionnalisé.

Quel avenir maintenant de ces mobilisations ? Il nous semblerait grandement bénéfique que soit abandonné ce symbole d'apolitisme des « gilets jaunes », et que des contenus plus clairs soient mis en avant. Par une auto-organisation des travailleurs, des précaires, se constituerait un mouvement bien plus fort et bien plus rafraîchissant.
Les dernières mesures mises en place par le gouvernement pour aggraver le flicage des chômeurs sont très graves, et méritent de susciter une lutte unitaire pour obtenir leur abrogation. Il nous faut contribuer à former une unité sur cette question, sur des bases de classe claires, afin d'être efficaces et de l'emporter. Cela passera par une auto-organisation des chômeurs, et la lutte solidaire des autres travailleurs.
C'est en n'ayant aucune tolérance vis-à-vis des actes et propos racistes, antisémites, sexistes, homophobes ou complotistes, que l'on peut construire l'unité de la classe travailleuse pour en finir avec la violence du mode de production capitaliste.

* * *

« Progressisme » et xénophobie ordinaire : Bienvenue en France !

Sidération dans les amphis. Le 19 novembre 2018, le premier ministre Édouard Philippe présente la nouvelle stratégie d'accueil des étudiants étrangers (non-communautaires). Elle repose selon lui sur 3 piliers : garantir « les meilleures conditions d'accueil possibles », « une forme d'équité financière » et « le rayonnement de l'enseignement supérieur français à l'étranger[1] ». C'est bien sûr le second pilier qui a retenu l'attention car, par une « certaine forme d'équité financière », il fallait entendre rien de moins qu'une multiplication par 10 des frais d'inscriptions pour les étudiants étrangers ! Le nom de ce « choix de solidarité et d'ouverture » ? « Bienvenue en France »…



Même les chantres universitaires du macronisme en ont perdu leur latin. Il faut dire que les arguments déployés sont, comme d'habitude, grotesques : « un étudiant étranger très fortuné qui vient en France paye le même montant qu'un étudiant français peu fortuné dont les parents résident, travaillent et payent des impôts en France depuis des années. » Il était donc urgent de niveler par le bas. Quant aux étudiants étrangers « peu fortunés », ils n'auront sans doute qu'à rester chez eux. Singulière stratégie pour faire augmenter le nombre d'étudiants. Le raisonnement devrait cependant ravir les tenants du protectionnisme : le gouvernement explique désormais que l'augmentation des barrières à l'entrée favorise les circulations… Comment s'opérerait donc le miracle ? C'est que les fonds dégagés permettraient d'améliorer l'accueil des étudiants étrangers en France. Ainsi, dans la liste des mesures, on entend avec plaisir l'annonce d'une simplification des démarches visant à obtenir un visa, aveu à demi-mots de la complexité des démarches et des multiples vexations infligées par une administration où la xénophobie est institutionnalisée. Suivent, pêle-mêle, la création d'un label « Bienvenue en France », de cours de Français Langue Étrangère, d'un site internet pour trouver un logement plus facilement, de quelques milliers de bourses d'études, le tout adossé à un budget ridicule de 10 millions d'euros, soit moins de 0,5 % de ce que les hausses pourraient rapporter.

De toutes façons, tout le monde a compris que la question n'était pas là. Outre les aspects diplomatiques et économiques liés au rayonnement du pays, une enquête de Campus France de 2014 avait montré que les étudiants étrangers rapportaient plus qu'ils ne coûtaient[2]. Il apparaît donc très clairement qu'il s'agit d'organiser les migrations étudiantes, en tentant d'attirer des populations « désirables », étudiants aisés issus de pays anglophones, au détriment d'étudiants modestes et/ou issus du Maghreb et des pays francophones de l'Afrique subsaharienne. On a aussi entendu immédiatement après l'annonce de la stratégie quelques voix émettre l'hypothèse que l'augmentation des frais

[1] Et de mentionner comme premier exemple l'ESSEC, une école de commerce. Une certaine conception de l'enseignement et de la gratuité donc…

[2] Voir ici : https://ressources.campusfrance.org/publi_institu/agence_cf/notes/fr/note_45_fr.pdf.

d'inscription aurait, dans un futur plus ou moins proche, vocation à se généraliser à tous les étudiants, quelque soit leur origine.

La réaction a été virulente. Parmi les étudiants bien sûr, mais aussi parmi les mandarins. À l'EHESS, dont presque la moitié des étudiants sont étrangers, c'est la présidence elle-même qui a organisé une AG… L'opposition a été si forte[3], que la ministre de l'enseignement supérieur, Frédérique Vidal, s'est fendue d'une lettre, en date du 10 décembre, aux directeurs et présidents d'écoles et d'universités. Elle y reprend les critiques qui ont été adressées à la réforme en répétant assez platement les mesures annoncées dans le discours du premier ministre, reprenant également les mêmes pétitions de principes. Seule différence notable, l'insistance de la ministre sur une éventuelle augmentation des coûts pour tous les étudiants. Elle propose même de « graver dans le marbre » de la loi des dispositions empêchant une telle évolution. On nous le jure, les frais d'inscription n'augmenteront pas ; « affirmer le contraire, c'est tout simplement diffuser de fausses informations[4] ». Diantre ! Voilà sans doute la preuve qu'une telle crainte était fondée.

Il faut, en effet, regarder au-delà de la xénophobie sélective. Si les étudiants, pas seulement étrangers, sont si mal accueillis en France, c'est avant tout que les universités n'ont pas les moyens de faire autrement. Alors que les effectifs étudiants augmentent, les universités ont été volontairement appauvries par la loi LRU de 2007, qui prévoyait notamment l'autonomie budgétaire dès 2013. L'augmentation des frais des étudiants étrangers ? Peut-être une aubaine pour certains établissements. Le gouvernement joue dès le départ la carte de la balkanisation et de la mise en concurrence en annonçant que « chaque université et chaque école sera libre, comme c'est le cas partout dans le monde, de construire sa politique d'attractivité et d'accueil ». Ben voyons…



Avant de conclure, quelques remarques encore plus générales, car cette stratégie intervient à un moment particulier, celui d'une réforme profonde de l'enseignement secondaire et de son lien avec le supérieur, à savoir la « loi relative à l'orientation et la réussite des étudiants ». Jusqu'à maintenant, hormis quelques filières spécifiques (médecine, Classes préparatoires aux grandes écoles, etc.), l'obtention du baccalauréat donnait accès à l'enseignement supérieur. Désormais, les universités peuvent sélectionner leurs étudiants, chaque filière devant préciser les conditions d'accès à ses formations. Elles sont de deux sortes : expériences professionnelles ou associatives et séjours à

[3] La confédération des jeunes chercheurs s'est efforcée de recenser les prises de position institutionnelles : https://cjc.jeunes-chercheurs.org/expertise/etrangers/suiviposition.php.

[4] Ou *fake news* pour les intimes…

l'étranger d'une part, options choisies au lycée, d'autre part. Encore une fois, il faut décoder : « orientation » signifie « sélection », tant les attendus des universités sont discriminants socialement. En outre, les conseillers d'orientation sont devenus des psychologues, de façon sans doute à démunir totalement les familles les moins pourvues en capital scolaire face à un lycée à la carte devenu parfaitement illisible (le terme consacré pour désigner ce processus est « simplification »). Une hausse des frais d'inscription contribuerait à éloigner définitivement de l'université les classes populaires et à jeter les classes moyennes entre les mains des banques (par les prêts étudiants) – tout en permettant le financement des universités et la réduction des effectifs. Avec tous ces éléments en tête, la hausse des frais d'inscription s'intègre logiquement dans un processus de rapprochement du système éducatif français du modèle dominant dans le reste du monde : école publique dévastée et universités hors de prix financées par le capital et par un endettement à vie des étudiants.

Profitons quand même un instant du spectacle. Les mandarins qui, à l'occasion des dernières présidentielles, nous donnaient des leçons de progressisme, de modernité et d'ouverture, se tortillent aujourd'hui sur leur chaise. Le gouvernement a admis que les étrangers étaient accueillis dans des conditions indignes. Nous pourrons leur resservir à l'avenir. Mais ne nous faisons pas d'illusion. Les « progressistes » n'attendront même pas la fin de la tempête pour mettre en œuvre leur programme réactionnaire et xénophobe de destruction de l'université. Demain, ils appliqueront toutes les instructions à la lettre, comme ils le font toujours, en arguant que si on ne rampe pas par terre pour ramasser les miettes, d'autres les ramasseront à notre place. Concédons-leur ce point-là : ils ont tout à fait raison ! Aussi la solution ne pourra en aucun cas venir d'eux, mais seulement des mobilisations des étudiants et des personnels.

On a vu, un bref instant, au printemps dernier, qu'un autre enseignement supérieur était possible. Alors affirmons-le : il n'y a nul besoin d'augmenter les frais d'inscription pour améliorer l'accueil des étrangers ! Il faut plutôt une université ouverte à tous, prenant réellement en compte ses étudiants, notamment en les faisant largement participer aux prises de décisions. Il n'y a pas grand-chose par ailleurs qui s'oppose à ce qu'elle soit gratuite tout en ayant les moyens de ses ambitions. Voilà ce qui devrait constituer pour tous un projet « progressiste »…

Ln

*   *   *

Avec Rosa Luxemburg pour le communisme, contre le léninisme

Louis Janover, *Le Testament de Lénine et l'héritage de Rosa Luxemburg*, Smolny, 2018, 142 pages.

Louis Janover vient de publier un livre qui revient, un an après le centenaire de la Révolution russe, sur des questions essentielles pour l'histoire et l'avenir du communisme. Comme il le rappelle sources à l'appui, des conceptions du communisme extrêmement différentes et même opposées ont existé depuis plus d'un siècle. Même parmi les communistes se revendiquant de Karl Marx, les points de vue étaient – et sont toujours – souvent divergents. Certains ont soutenu l'URSS, ses mensonges et ses crimes ; d'autres ont dès le début dénoncé ce qui n'était qu'un régime d'exploitation, une économie capitaliste d'État, et une dictature contre le prolétariat.

L'auteur met donc en comparaison la vision léniniste (inspirée de Lénine), et la vision auto-émancipatrice, notamment « conseilliste », qui s'inspire entre autres de Rosa Luxemburg. Janover se situe clairement dans cette seconde catégorie, et ce depuis des décennies. Il souligne dans son livre

« *l'incompatibilité de deux conceptions de l'émancipation humaine et du socialisme* » ainsi que « *la nature des ravages que la victoire de l'un des deux courants a fait subir au mouvement ouvrier. Le testament de Lénine comporte la négation d'une éthique qui chez Rosa Luxemburg traverse toute son œuvre et nous sert aujourd'hui encore de principe de jugement.* »
Le livre est complété de documents, notamment de Lénine et de Léon Trotski d'un côté, et de Rosa Luxemburg de l'autre : son article « Un devoir d'honneur », ainsi que des extraits de son discours au congrès de fondation du Parti communiste d'Allemagne, sont utilement reproduits.

Pour aller de l'avant, ceux qui veulent une autre société – qu'on l'appelle communiste, collectiviste, socialiste ou autrement – doivent connaître l'histoire et savoir s'y situer. Il nous faut faire appel à l'esprit critique et à l'analyse rationnelle. On ne peut pas lutter pour l'émancipation des travailleurs en faisant l'apologie de dictatures criminelles du passé ou du présent. On ne peut pas lutter pour l'émancipation des travailleurs avec des méthodes malhonnêtes et autoritaires. Des militants communistes du passé ont développé des analyses justes et courageuses, contre le léninisme et contre le stalinisme : il nous faut nous en inspirer.

Il n'est pas besoin d'être d'accord avec chaque ligne de cet essai pour le lire avec profit. Nous publions donc ci-dessous quelques extraits du livre, avec l'autorisation de l'éditeur :

« Rien d'étonnant que Rosa Luxemburg occupe une place centrale dans cette mémoire pour briser le cercle de l'idéologie dominante. Son analyse de l'accumulation du capital reste au plus près des principes de la conception matérialiste de l'histoire, et son idée du rapport des moyens à la fin entre en résonance avec les principes éthiques destinés à guider le mouvement révolutionnaire dans son développement. Si bien que sa pensée départage encore notre lecture de l'histoire et apporte des arguments à ceux qui conservent en vie l'idée de révolution telle qu'elle fut défendue par les milieux libertaires et les courants du socialisme de conseils, en dépit de la pression exercée sous toutes ses formes par l'appareil idéologique du Parti. Les théoriciens de l'École de Francfort seront eux aussi impliqués dans les polémiques et prises de position sur la réalité politique de l'époque, et leur théorie s'en trouvera profondément marquée.

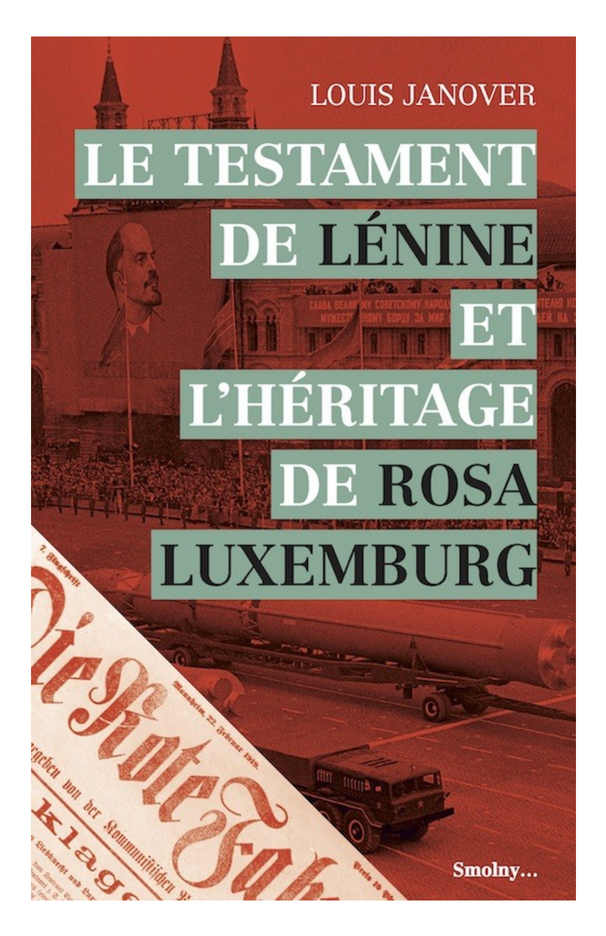
L'héritage de Rosa Luxemburg réside dans l'existence même de son œuvre. Et plus particulièrement, dans le fait que toute sa critique de la révolution russe s'articule sur ce qui est déjà en germe chez Lénine et qu'elle avait mis au jour. Si bien que l'on arrivera à la conclusion que Karl Korsch avait tirée de cette histoire, quand, dans "L'idéologie marxiste en Russie", il faisait la critique de Lénine, voué à rendre le marxisme compatible avec le capitalisme. Dans "le principal ouvrage économique de Lénine", écrivait-il, "*Le Développement du capitalisme en Russie* (1899), on peut, à la lumière de cette étude, affirmer sans exagérer que le contenu réel de la théorie marxiste originelle, en tant qu'expression théorique d'un mouvement prolétarien autonome et strictement socialiste, avait disparu du mouvement[5]." »

« La reprise par les bolcheviks de l'idée de "dictature du prolétariat", liée à la conception du Parti comme organisation dirigeante de la classe, signifie tout naturellement "l'omnipotence de l'organisation jacobino-bolchevique". Les soviets, considérés comme des organes d'insurrection et non plus comme des organes de gouvernement autonomes de la classe ouvrière, sont réduits à n'être plus qu'un instrument qui permettrait de s'emparer du pouvoir et de consolider ses assises. C'est au Parti d'utiliser la force du prolétariat pour réaliser ses propres plans et ses desseins particuliers. Ainsi, toute discussion se résume par la conclusion : "Sans la direction du Parti, point de socialisme[6] !" »

[5] Karl Korsch, « L'idéologie marxiste en Russie » (1938), *in* Korsch, Mattick, Pannekoek, Rühle, Wagner, *La Contre-Révolution bureaucratique*, Paris, UGE (10/18), 1973, p. 255.
[6] « Les conseils ouvriers et l'organisation communiste de l'économie », *in* Korsch, Mattick, Pannekoek, Rühle, Wagner, *La Contre-Révolution bureaucratique*, *op. cit.*, p. 67.

« Octobre [1917] fut le mouvement autonome d'une infime minorité, le mouvement bolchevik, qui se réclamait de ce que ses dirigeants croyaient être, ou voulaient croire être, l'intérêt de l'immense majorité. La césure ne tardera pas à devenir visible et à s'agrandir entre le Parti et les soviets, au départ unis sur la base d'une même opposition à l'ennemi de classe. Et l'idée d'une révolution sociale portée par le prolétariat dans son ensemble se heurtera vite aux intérêts d'une bureaucratie installée sur la base du pouvoir bolchevik, prête à tout pour le consolider et en élargir la base.

Le temps est donc venu d'ouvrir le testament de Lénine et de scruter l'héritage de Rosa Luxemburg pour en déchiffrer les termes et en interpréter la leçon. Non pas revenir en arrière pour intervenir dans des polémiques qui ont perdu leur objet, mais souligner que seule la vue actuelle de l'histoire rend à chacun ce qui lui est dû, à Lénine ce que tous les aspirants ont cherché en lui, une voie vers le pouvoir, désigné comme prolétarien pour les besoins de la cause, à Rosa Luxemburg une interrogation éthique et matérialiste sur ce pouvoir lui-même, en référence à l'histoire du mouvement ouvrier. »



« Dès l'origine, l'opposition entre une conception de la révolution destinée à établir le communisme et une conception qui ne pouvait avoir d'autre perspective que la révolution bourgeoise a trouvé son expression logique chez Rosa Luxemburg, car elle défend une idée radicale de la démocratie, incompatible avec le bolchevisme. Les valeurs du bolchevisme le ramenaient toutes aux impératifs de la révolution bourgeoise, ce qui facilitera, le moment venu, l'inversion du sens des appellations pour répondre à la réalité du pouvoir. L'histoire est ainsi arasée, aplatie, pour qu'en disparaisse tout ce qui faisait la différence radicale avec une critique révolutionnaire de la révolution russe, fondée sur la distinction entre le parti et les soviets. La pensée et la pratique de Lénine se retrouvent alors à l'origine de tout ce qui s'est produit, car son œuvre, jusque dans ses derniers écrits, est le fruit d'une recherche de la raison historique pour justifier l'obéissance et la soumission au Parti.

L'inconcevable, c'est qu'il ait fallu des témoignages comme ceux d'Anton Ciliga ou de Panaït Istrati pour qu'on accepte de discuter l'indiscutable, et qu'il soit encore nécessaire de s'y référer comme si

l'évidence restait à prouver. Lénine, dit Ciliga, "a su faire battre le cœur de l'humanité" au moment où les masses l'emportent "derrière elles". Mais "dès l'instant où l'édifice ancien se fut écroulé et où Lénine prit le pouvoir, le divorce tragique commença entre lui et les masses. Imperceptible au début, il grandit, se développa et finalement devint fondamental[7]."
Les piliers du capitalisme d'État apparaissent et s'élèvent au-dessus des soviets réduits au rôle de faire valoir idéologique. Lénine et la Révolution, s'interroge Ciliga ! Qu'eût été Lénine sans la révolution ? Question incongrue si on la rapporte à Rosa Luxemburg, dont chaque mot, chaque principe nous éloigne de ce que fut la révolution selon le bolchevisme. »

« On trouve chez Rosa Luxemburg une analyse des contradictions de notre société, de ses rapports de classes, et elle éclaire les apories de la critique telle qu'elle s'est développée en faisant de la révolution d'Octobre le pôle qui aiguillait toutes les analyses, et ramenait les luttes et l'avenir à la relation avec un marxisme revu et contrôlé par les instituts aux ordres de Moscou. C'est ce rapport à la conception de la révolution et des moyens de parvenir au communisme qui détruisit l'idée même d'émancipation humaine dans le mouvement ouvrier. »

« L'œuvre de Rosa Luxemburg comporte le sens éthique qui permet d'établir le lexique de la contre-révolution actuelle en montrant que la critique marxienne de la valeur-travail et sa conception de la lutte des classes restent les deux éléments fondamentaux d'une remise en question du capitalisme et de la possibilité d'ouvrir une brèche dans le système d'exploitation. Car contrairement aux assertions convenues, il se développe selon le même mode d'accumulation que Marx avait analysé non pas pour son temps, mais pour le temps du capital, qui repose sur la base intangible de la division de la société en classes antagonistes. Et c'est en cela que l'héritage de Rosa Luxemburg reste ouvert sur l'avenir. »

* * *

Michael Löwy à propos de Rosa Luxemburg

Michael Löwy, *Rosa Luxemburg, l'étincelle incendiaire*, Le Temps des cerises, novembre 2018, 219 pages.

D'emblée, une déception : *Rosa Luxemburg, l'étincelle incendiaire* n'est pas réellement un nouveau livre de Michael Löwy, où il nous parlerait de la pensée de Rosa Luxemburg, mais une simple compilation d'articles écrits au fil des années – d'où de nombreuses répétitions, etc. Qui plus est, rien n'est indiqué sur les dates de rédaction de ces textes, ni sur les ouvrages ou revues de leur publication originale (d'ailleurs le livre est dans l'ensemble mal édité, avec notamment d'innombrables coquilles).
Certes, l'auteur renvoie à la bonne biographie de Rosa Luxemburg par Paul Frölich (p. 7), mais il y avait tout de même un autre livre à écrire, plus intéressant qu'un recueil, où Löwy aurait pu retracer ses jeunes années luxemburgistes au Brésil, puis les raisons de son éloignement de ce courant et son ralliement au léninisme, puis ses questionnements et son rapport actuel à la pensée de Rosa Luxemburg.
Une fois signalés ces défauts, voyons donc ce que l'auteur nous dit dans ce recueil à propos de la pensée de Rosa Luxemburg.

Michael Löwy revient plusieurs fois sur l'alternative énoncée par Rosa Luxemburg en 1915 dans *La Crise de la social-démocratie* (ou « Brochure de Junius ») : « *Socialisme ou barbarie* ». Il affirme avec justesse que ce mot d'ordre « *signale que, dans l'histoire, les jeux ne sont pas faits ; la "victoire finale" ou la défaite du prolétariat ne sont pas décidées d'avance, par des "lois d'airain" du déterminisme*

[7] Anton Ciliga, *Lénine et la Révolution. Les « maîtres » du pays. Qui commande en URSS ?*, Paris, Spartacus, 1947 ; rééd., 1978, p. 13.

économique, mais dépendent aussi de l'action consciente, de la volonté révolutionnaire de ce prolétariat. » (p. 23). Il écrit ensuite que pour Luxemburg, l'objectif du socialisme est l'idéal « *d'une morale de classe, d'un humanisme prolétarien, d'une éthique qui se situe du point de vue du prolétariat révolutionnaire.* » (p. 24). Löwy a également parfaitement raison de souligner que Luxemburg représente « *un socialisme à la fois authentiquement révolutionnaire et radicalement démocratique* » (p. 40).

Dans cette logique, Rosa Luxemburg s'opposa à plusieurs reprises à Lénine, entre autres sur la question essentielle de la conscience de classe. Löwy rappelle à ce sujet que pour Lénine « *l'étincelle révolutionnaire est apportée par l'avant-garde politique organisée, du dehors vers l'intérieur des luttes spontanées du prolétariat* ». Au contraire, pour Luxemburg « *l'étincelle de la conscience et de la volonté révolutionnaire s'allume dans le combat, dans l'action de masses* » (p. 62). En cela, Rosa Luxemburg rejoint Karl Marx, pour qui « *l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ».



A propos du texte de Rosa Luxemburg sur *La Révolution russe* (1918), Michael Löwy écrit que « *le chapitre de ce document de Luxemburg sur la démocratie est un des textes les plus importants du marxisme, du communisme, de la théorie critique et de la pensée révolutionnaire au 20e siècle.* » (p. 77-78). En effet : ces pages restent d'une grande actualité, à la fois par la lucidité que Luxemburg y exprime concernant les dérives autoritaires des bolcheviks, mais aussi par sa défense d'une nécessaire démocratie révolutionnaire, s'opposant à toute bureaucratisation[8].

En revanche, on ne peut qu'être surpris de lire que Rosa Luxemburg aurait fait « *erreur* » en refusant « *la théorie léniniste de l'organisation* » (p. 129). L'histoire nous montrant, de façon terrible, à quoi mènent la théorie et la pratique léniniste de l'organisation, on se doit de saluer Luxemburg d'en avoir perçu les impasses[9]. Le plus curieux est qu'il nous semble bien que Michael Löwy ne défend plus aujourd'hui une position aussi caricaturale et dogmatique ; du coup, on ne voit pas bien l'intérêt de republier tel quel un texte qui n'a plus, en 2018, d'intérêt que pour les historiens du léninisme et du fétichisme de parti. Sur ce sujet, on se reportera plutôt au récent essai de Louis Janover, *Le Testament*

[8] Ce texte a été récemment réédité dans Rosa Luxemburg, *Le But final, textes politiques*, éditions Spartacus, 2016, le chapitre en question se trouvant pages 211 à 220.

[9] Dès 1904, elle critiquait le « *centralisme bureaucratique* » de Lénine, qui risquerait selon elle d'« *asservir un mouvement ouvrier* ». Elle prônait à l'inverse « *l'activité révolutionnaire autonome du prolétariat* » (« Questions d'organisation de la social-démocratie russe », dans *Le But final, textes politiques*, Spartacus, 2016, p. 156-157).

de Lénine et l'héritage de Rosa Luxemburg, qui tire les enseignements historiques des révolutions et contre-révolutions du 20e siècle.
Enfin, on trouve en annexe du livre un article de Rosa Luxemburg qui était jusqu'ici inédit en français, paru anonymement en mars 1903 à l'occasion des 20 ans de la mort de Karl Marx. Elle y écrit notamment : « *Vue dans ses contours les plus généraux, la doctrine marxienne – si nous faisons abstraction de sa partie impérissable, à savoir sa méthode d'investigation historique – vise à reconnaître la voie historique qui mène de la dernière forme de société "antagoniste", reposant sur les contradictions de classe, à la société communiste édifiée sur la solidarité des intérêts de tous ses membres.* » (p. 217-218).

Un bilan donc contrasté pour cet ouvrage, dont le mérite est que ceux qui s'intéressent au débat marxiste y trouveront matière à réflexions et à critiques. On constate toujours que la pensée critique révolutionnaire de Rosa Luxemburg continue de bousculer les préjugés et les dogmes, et de vivifier l'esprit critique. Comme elle l'écrivait depuis la prison en 1915, « *nous ne sommes pas perdus et nous vaincrons si nous n'avons pas désappris d'apprendre.* »[10]

* * *

Karl Marx, dernières réflexions pour le communisme

Karl Marx, Michael Löwy, Pier Paolo Poggio et Maximilien Rubel, *Le Dernier Marx, communisme en devenir*, Eterotopia / Rhizome, 2018, 76 pages.

Ce petit livre met en lumière l'intérêt de textes écrits par Marx à la fin de sa vie, les lettres à Mikhaïlovski (de 1877) puis à Vera Zassoulitch (1881) – rédigées par Marx en français. Il s'agit pour lui de répondre à des questions concernant la propriété commune des terres agricoles, en particulier à propos de l'exemple de la Russie de l'époque, notamment dans la perspective de la mise en place d'un mode de production communiste – qui, contrairement au mode de production capitaliste, exclurait le travail salarié.

Comme il est rappelé dans ce livre, Maximilien Rubel[11] avait publié et commenté ces écrits à partir de 1947, puis de nouveau au cours des décennies suivantes. On les trouve ainsi dans les appendices au tome II des *Œuvres* de Marx dans la Bibliothèque de la Pléiade, édité par Rubel. Remarquons qu'à la même époque où Rubel publiait et traduisait des textes inédits de Marx, et utilisait la méthode critique de ce dernier pour analyser les formes d'exploitation capitaliste que subissaient les travailleurs en URSS[12], les staliniens des éditions du PCF étaient au contraire occupés à diffuser des déformations de Marx (comme Lénine), voire des falsifications pures et simples sous le nom mensonger de « marxisme-léninisme » (en premier lieu utilisé par le dictateur criminel Staline). Michael Löwy note d'ailleurs dans ce livre que « *à l'exception de Rubel, le document n'a pas suscité un grand intérêt chez les marxistes français* » (p. 16).

Les écrits rassemblés dans ce livre constituent une preuve parmi bien d'autres que Marx n'a pas toujours été le déterministe « mécaniste » souvent retenu par les dogmes et les clichés. Il ne possédait pas dans son cerveau toute une science complète, qu'il n'aurait simplement pas eu le temps de finir d'écrire pour

[10] Rosa Luxemburg, *La Brochure de Junius, la guerre et l'Internationale (1907-1916), Œuvres complètes tome IV*, Smolny et Agone, 2014, p. 87.
[11] De Rubel, nous avons publié : « Flora Tristan et Karl Marx » (*Critique Sociale* n° 28, novembre 2013) ; « Le concept de démocratie chez Marx » (n° 13, décembre 2010) ; « Entretien avec Maximilien Rubel (1979) » (n° 14, février 2011) ; voir aussi notre recension de « *Marx et les nouveaux phagocytes*, de Maximilien Rubel » (n° 20, mars 2012).
[12] Voir notamment son article « Signification historique de la barbarie stalinienne » :
bataillesocialiste.wordpress.com/documents-historiques/1945-11-signification-historique-de-la-barbarie-stalinienne-rubel

la postérité : au contraire, il cherchait, analysait, confrontait les sources. Sa pensée était vivante, en mouvement, attentive aux nouveautés et évolutions. Sur la fin de sa vie, il était très intéressé par les avancées historiques concernant les sociétés dites primitives, mais aussi et surtout par les sociétés hors de l'Europe occidentale.



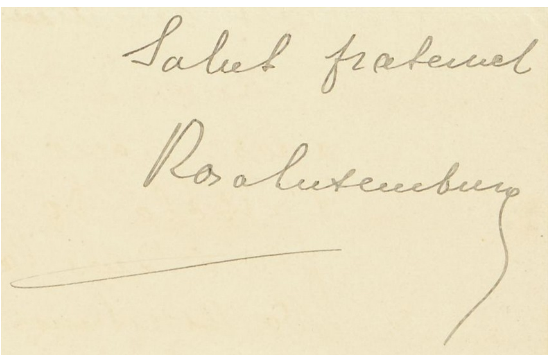
On est ici loin des simplifications, hélas très courantes, que l'on fait subir à la pensée de Marx. On remarque d'ailleurs que Kevin Anderson, dans un livre récent sur une thématique proche, rejoint aussi sur certains points ce que montrait Rubel il y a des décennies, par exemple quand il écrit que « *Engels n'est pas Marx et, malheureusement, dans plusieurs domaines, il pose de sérieux obstacles à la compréhension de l'exhaustivité et de l'originalité de la contribution de Marx.* » A propos du *Capital* de Marx, Anderson ajoute que « *l'édition française de 1872-1875 contient plusieurs passages ajoutés par Marx lui-même et qui, malheureusement, ne se trouvent pas, à ce jour, ni dans les éditions allemandes autres que celle des MEGA ni dans les traductions basées sur la version allemande de Engels de 1890 (version devant soi-disant faire autorité), y compris la traduction française de 1983* »[13].
Cette remarque, qui plus est venant d'un non-francophone, confirme la pertinence du choix fait par Rubel pour l'édition du *Capital* dans la Bibliothèque de la Pléiade, c'est-à-dire partir de l'édition française revue par Marx, et signaler en plus les variantes apportées par la version d'Engels.

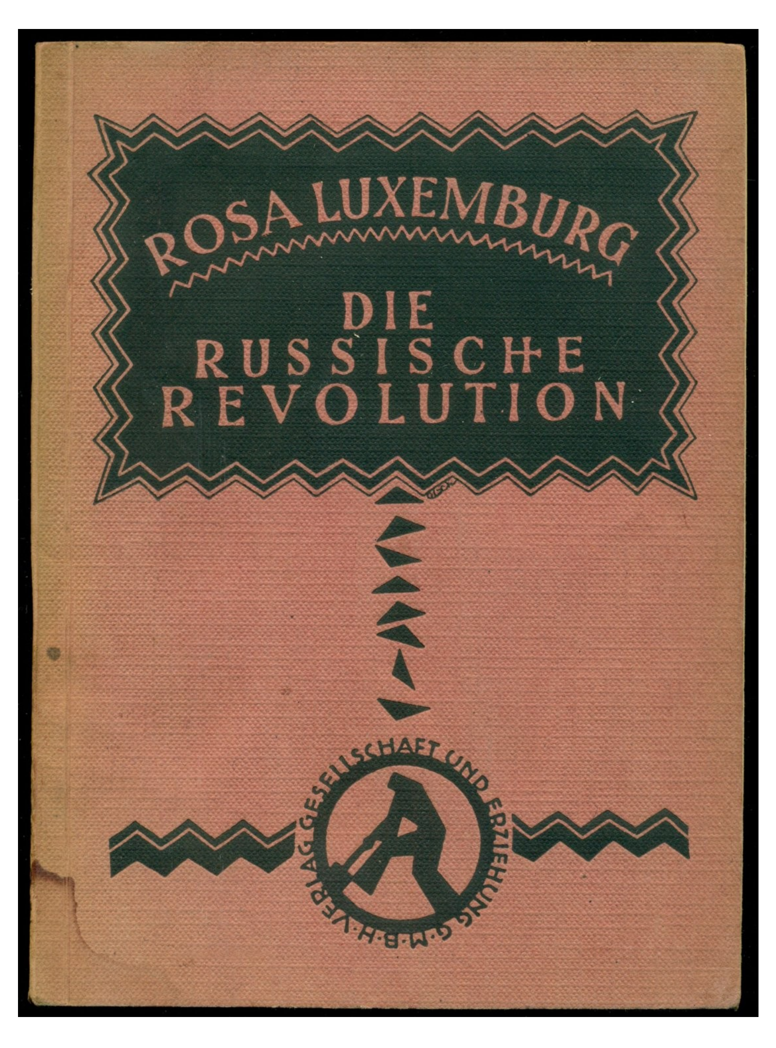
Évidemment, ces points ne sont pas tous abordés dans ce petit recueil de 76 pages. On se permettra pour finir un conseil aux lecteurs : lire d'abord les textes de Marx, puis les commentaires – soit l'inverse de l'ordre adopté par l'éditeur. Saluons en tout cas cette contribution à la connaissance de textes peu connus de Marx, à lire – comme les autres – toujours avec esprit critique.

*   *   *

[13] Kevin B. Anderson, *Marx aux antipodes*, Syllepse, 2015, pages 15 et 28.







« Nous faisons reculer l'horizon borné de tous les localismes. Ce n'est pas pour rien que la corde internationale vibre si fort dans le marxisme révolutionnaire, ni qu'au contraire la pensée opportuniste rend un son d'isolement national »
(Rosa Luxemburg)

Critique Sociale n° 43, janvier-février 2019
Numéro bouclé le 6 janvier 2019.

Notre but est de contribuer à l'information et à l'analyse concernant les luttes sociales et les mouvements révolutionnaires dans le monde. Nous nous inspirons du « marxisme », en particulier du « luxemburgisme », certainement pas comme des dogmes (qu'ils ne sont en réalité nullement), mais comme des outils contribuant au libre exercice de l'esprit critique, à l'analyse de la société, et à la compréhension de sa nécessaire transformation par l'immense majorité. Internationalistes, nous combattons le système capitaliste et toutes les formes d'oppression (sociales, politiques, économiques, ethniques, de genre). Nous militons pour que « l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », pour une société démocratique, libre, égalitaire et solidaire : une société socialiste, au véritable sens du terme.

www.critique-sociale.info contact@critique-sociale.info

Démocratie - Liberté - Egalité - Solidarité / Democracy - Freedom - Equality - Solidarity
Democracia - Libertad - Igualdad - Solidaridad / Demokratie - Freiheit - Gleichheit - Solidarität
Democrazia - Libertà - Uguaglianza - Solidarietà / Demokrácia - Szabadság - Egyenlõség - Osszetartás